

**M. Dionne (Northumberland-Miramichi):** Vu les pertes horribles que subissent les forêts de ma province natale, et compte tenu de ce que l'industrie forestière constitue l'essentiel de l'activité économique dans ma circonscription, le ministre peut-il dire quelles mesures concrètes son prises actuellement en vue de contenir avant le printemps prochain une attaque insidieuse capable de supprimer nos forêts de la carte?

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement):** Monsieur l'Orateur, les mesures concrètes que je prends en ce moment pour l'an prochain sont celles-là mêmes que j'ai déjà annoncées à la Chambre. Je le répète, il n'y a pas de remède sûr contre ce genre d'épidémie. La pulvérisation n'a pas d'effets importants, comme en témoignent les piètres résultats donnés par les coûteuses campagnes de pulvérisation menées par différentes provinces. Il a même été impossible de contrôler les maigres résultats que nous croyons avoir obtenus. Cependant...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je ne voudrais pas intervenir sans raison dans les discussions, mais il me semble que la question concerne des mesures qui seront prises au printemps, et que le ministre a donné la brève réponse que le député est en droit d'attendre. Compte tenu du temps à notre disposition, je ne pense pas que le ministre ait intérêt à prolonger la discussion.

LA LUTTE CONTRE LA TORDEUSE DES BOURGEONS DE  
L'ÉPINETTE—LES CRÉDITS ATTRIBUÉS AU  
NOUVEAU-BRUNSWICK

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, combien le gouvernement fédéral a-t-il accordé cette année au Nouveau-Brunswick pour les opérations de pulvérisation contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette?

**Mme Sauvé:** Monsieur l'Orateur...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député de Central Nova a la parole.

\* \* \*

LA GENDARMERIE ROYALE

LE CAS DE SECUREX SAFEGUARDS CONSULTANTS LIMITED—  
DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au solliciteur général une question faisant suite à des observations et questions antérieures concernant le même sujet. Le ministre veut-il maintenant nous éclairer sur la situation de Securex Safeguards Consultants Limited, maison montréalaise qui offre des services de protection à une nombreuse clientèle, et notamment au gouvernement fédéral?

Questions orales

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, la GRC m'informe qu'elle n'a rien à reprocher à cette maison.

\* \* \*

LES PÉNITENCIERS

LA DISSIMULATION D'ARMES—LE RÉSULTAT DES FOUILLES

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Puisque j'ai la parole, j'en profiterai pour répondre à la question que m'a posée hier le très honorable député de Prince-Albert, au sujet des fouilles pratiquées dans les pénitenciers. J'aimerais déclarer à la Chambre, par votre entremise, que toutes les institutions à sécurité maximale ou moyenne ont fait l'objet de fouilles, et qu'on y a découvert aucune arme à feu. Dans une institution, on a trouvé quatre cartouches ainsi que quelques couteaux et armes fabriqués à la main. On a également découvert de petites quantités de drogues dans certaines institutions.

\* \* \*

● (1440)

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES COMMUNICATIONS AIR-SOL BILINGUES—L'EXPOSÉ DE LA  
POLITIQUE MINISTÉRIELLE

**M. J. R. Ellis (Hastings):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il y a plus d'un mois, il a affirmé qu'il ne disposait pas de toutes les données nécessaires pour discuter de la politique très importante des communications air-sol bilingues. Je sais qu'il a reçu la plupart de ces données vers la fin de juin. Est-il maintenant en mesure de présenter cette politique à la Chambre dès aujourd'hui ou dans un avenir rapproché?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas encore prêt à le faire.

\* \* \*

LA GENDARMERIE ROYALE

DEMANDE DE RENVOI À LA COMMISSION MARIN DE L'AFFAIRE  
SECUREX ET DE LA QUESTION DU LICENCIEMENT DES  
ENQUÊTEURS BRUNET ET McCLEERY

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au solliciteur général. Je ne veux pas m'imposer indûment à la Chambre, mais le ministre a utilisé la plupart du temps à ma disposition pour répondre à une question du très honorable député de Prince-Albert. Le ministre pourrait-il envisager la possibilité de référer l'affaire Securex qui, à mon sens, comporte bien des implications, à la commission du Juge René Marin, de façon à garantir la tenue d'une enquête approfondie visant à établir s'il n'y a pas eu quelque injustice dans la façon dont les enquêteurs Brunet et McCleery ont été traités par la GRC au moment de leur licenciement?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, les agents Brunet et McCleery ont comparu devant la commission Marin et ont déposé leurs témoignages. Je ne sais pas si on peut faire plus à cet égard.